

4 avril 2013 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

Déclaration de M. François Hollande, Président de la République, sur les relations économiques franco-marocaines, à Casablanca le 4 avril 2013.

Mesdames et Messieurs les ministres,

Mesdames et Messieurs les ambassadeurs,

Mesdames et Messieurs,

Madame la Présidente de la Confédération générale des entreprises du Maroc a évoqué la qualité, l'intensité de la relation entre la France et le Maroc. Elle n'a eu que peu de mal à parler de l'histoire de l'homme et de la femme qui concourent, chaque fois, au progrès au Maroc et en France.

Mais elle a insisté aussi sur le devoir qu'une telle relation exigeait de nous : être capables non pas de considérer que notre amitié nous donnerait des droits, pour nous Français, de venir ici investir ou conquérir des marchés et que notre relation affectueuse ferait que le Maroc aurait des privilèges qu'il ne demande aucun. Ce que nous avons à faire, c'est de prendre en compte la réalité du Maroc d'aujourd'hui et de faire qu'avec la France nous puissions avancer ensemble.

Vous avez pris les devants, Mesdames et Messieurs les chefs d'entreprise puisque c'est le troisième forum de l'année que vous organisez. Et donc je pense qu'il y a là comme une étroitesse de relation, une confiance réciproque et une capacité à avancer sur des projets. Je remercie d'ailleurs tous les intervenants qui ont fait rapport des réflexions qui vous ont animés tout au long de la journée.

Je veux donc partir du Maroc d'aujourd'hui pour dire, au-delà de cette assemblée, que votre pays le Maroc n'est plus un pays en développement, comme il était décrit il y a encore quelques années, mais que sous l'impulsion de Sa Majesté et des gouvernements successifs, le Maroc est devenu un pays émergent. C'est-à-dire doté d'infrastructures solides, avec des pôles d'excellence dans l'industrie, dans les services. Pleinement intégré dans le marché régional, sûrement, mais le marché mondial aussi. Avec des entreprises puissantes, comme l'Office chérifien des phosphates, qui est le premier producteur mondial mais aussi d'autres qui ont acquis la taille nécessaire pour aller sur les marchés mondiaux.

Deuxième réalité, la France est le premier partenaire commercial du Maroc. Avec un niveau d'échange élevé : huit milliards d'euros. Nous sommes le premier client du Maroc et je l'évoquais devant le Parlement, nous ne sommes plus le premier fournisseur et nous en sommes les premiers responsables. Nous ne devons jamais accuser les clients, nous devons dire que nous devons être meilleurs encore pour que nous puissions retrouver notre place. Mais néanmoins, nous sommes le premier investisseur au Maroc. Près de 6 milliards d'euros au cours de la dernière décennie, 1 milliard d'euros au cours de la seule année 2012.

800 entreprises présentes au Maroc ayant une relation avec la France, 100 000 salariés concernés : c'est dire l'ampleur de la présence de la France. C'est dire aussi la confiance dans le Maroc. Et elle l'a encore démontré au cours de ma visite et j'en remercie tous ceux qui m'ont fait le meilleur accueil. À commencer par le Roi et le chef du gouvernement. Et le Parlement.

La France, une nouvelle fois avec l'Agence Française de Développement, va pouvoir apporter des fonds et des prêts. Je rappelle que l'Agence Française de Développement a un stock d'engagements de plus de 2 milliards d'euros. Elle intervient sur l'ensemble des plans sectoriels : le « Maroc Vert » et la stratégie « Halieutis » pour les ressources aquatiques et le plan d'émergence industrielle. Le plan solaire, bref nous sommes pleinement impliqués dans les projets du Maroc. Et

industrielle, le plan solaire bref nous sommes pleinement impliqués dans les projets du Maroc. Et nous avons des réussites qui nous font honneur, je pense à TangerMed, la ligne de TGV entre Tanger et Casablanca, le développement du tramway à Casablanca.

Alors partant de cette réalité un Maroc qui change, un Maroc qui connaît la croissance, qui gagne une taille à l'échelle de la région et du monde par rapport à une présence aussi significative de la France, la seule question à laquelle nous devons répondre c'est : comment améliorer ? Comment avancer ? Comment progresser ?

Alors nous devons d'abord réussir 3 évolutions :

- La première : amplifier le courant d'investissements français au Maroc dans tous les domaines, dans tous les secteurs et à chaque fois avec une ambition technologique. Mais également susciter des investissements marocains en France. C'est-à-dire considérer que la relation est bilatérale et que des entreprises marocaines ou franco-marocaines peuvent avoir aussi intérêt à venir investir en France. Cela suppose une évolution de nos mentalités ici au Maroc comme en France.

- Deuxième mutation que nous devons accomplir : au Maroc sont présentes, je l'ai dit, de très grandes entreprises, quasiment toutes les entreprises du CAC 40 sont au Maroc. Certaines d'ailleurs depuis plus de 80 ans, comme Renault ou Air Liquide. En revanche, il y a trop peu de PME, ou d'entreprises françaises de taille intermédiaire au Maroc. Et notre responsabilité celle des grandes entreprises, celle de la France c'est d'accompagner financièrement les investissements de ces PME et la responsabilité du Maroc, c'est d'accueillir ces PME. Nous devons faire en sorte qu'il y ait toutes les tailles d'entreprises françaises présentes au Maroc. Là encore, je fais confiance à toutes les grandes entreprises françaises qui sont ici pour accompagner les plus petites.

- Troisième évolution, elle a été évoquée ici, c'est l'idée de la colocalisation. C'est-à-dire de permettre que tout investissement français au Maroc soit bénéfique à l'emploi local mais aussi à l'emploi français. Faire en sorte que les Français comme les Marocains regardent une entreprise qui s'installe au Maroc comme une chance et pas simplement comme la recherche d'un écart de coût du travail et comme un moyen d'améliorer la compétitivité globale et de créer des activités supplémentaires en France et au Maroc. C'est l'idée très importante de co-investissements, de colocalisation. Si nous y parvenons alors nous pouvons créer une forme de confiance réciproque. Je sais aussi que beaucoup de jeunes Français issus de l'immigration marocaine sont prêts également à faire ce choix, à venir investir dans l'intérêt mutuel de nos deux pays.

Si je voulais évoquer une dernière évolution, au-delà des trois que je viens de souligner comme nécessaires, c'est l'idée de considérer l'Afrique comme un continent d'avenir, comme un continent de croissance. Et dès lors que nous en sommes convaincus, de faire en sorte que Maroc et France unissent leurs talents, leurs atouts, montrent une complémentarité avec la langue française comme patrimoine commun, pour aller chercher des marchés dans toute l'Afrique. C'est l'idée que vous avez développée.

Cela exige donc qu'un partenariat nouveau puisse s'organiser entre entreprises françaises et entreprises marocaines pour permettre d'offrir les meilleures conditions aux pays africains, pour acheter nos produits, nos fabrications ou accueillir nos investissements. Pourquoi je pense que cela peut réussir ? D'abord parce que, cela a été dit, le Maroc est une plateforme qui est tout à fait essentielle sur le plan géographique. Parce que le Maroc a créé un climat de confiance avec les pays africains. Et parce que la France est également présente en Afrique, avec une relation si amicale qu'elle inspire, là aussi, une forme de travail en commun. Donc nous pouvons agir ensemble pour favoriser la croissance en Afrique et en tirer le meilleur retour pour nous-même. Ensuite dans quels secteurs pouvons-nous faire davantage ? Au-delà des évolutions et des mutations que nous pouvons opérer, j'en vois trois :

- Le premier, c'est le développement durable et surtout l'aménagement des villes. C'est d'ailleurs pas simplement un sujet marocain, c'est un sujet africain et de beaucoup de pays émergents. Parce que les villes grossissent avec une rapidité considérable. Ce qui génère des équipements également impressionnants. Nous, en France, nous avons cette expérience du développement urbain. Nous pouvons coopérer efficacement sur le traitement des déchets, j'en ai eu la démonstration en inaugurant à Casablanca avec le Roi, la station de dépollution de Mediouna. Mais nous pouvons également travailler ensemble sur les transports publics, sur l'accès à l'eau, sur les

grands aménagements pour concevoir les villes de demain. Là encore, le Maroc anticipe. Le Roi ma montré, sur une très belle maquette, ce que sera la ville verte de Zenata. Alors voilà un sujet où, Français et Marocains, nous pouvons travailler dans l'intérêt du Maroc et également offrir une vitrine pour d'autres développements.

- Deuxième domaine, les énergies renouvelables. La France et le Maroc ont un point commun : nos deux pays n'ont pas de pétrole. Donc, nous devons faire le pari des énergies renouvelables et des accords importants ont été signés au cours de ma visite et nous devons sur le solaire, sur l'éolien et sur l'ensemble des énergies renouvelables être capables, là encore, d'être dans l'excellence. Nous pouvons développer des filières industrielles en France et au Maroc sur les nouvelles énergies ou sur l'efficacité énergétique. Car quand on construit des villes, mieux vaut que les habitations prévues soient les plus garanties par rapport au climat. Ici c'est plutôt le chaud, nous c'est plutôt le froid. Mais c'est la même ambition : faire que nous puissions économiser l'énergie.

- Le dernier domaine, c'est l'agroalimentaire. Là aussi, un accord important a été passé entre Sofiproteol et Danone pour réaliser des investissements au Maroc. Je souhaite que nous puissions tirer le meilleur parti de nos agricultures. L'agriculture française est non seulement dynamique, efficace, exportatrice, mais respectueuse de l'environnement. Elle adopte des formes d'exploitation très différentes selon les territoires et, là encore, elle peut être pour l'agriculture marocaine un puissant soutien. L'agriculture, ce n'est pas simplement des agriculteurs, ce sont aussi tout un système économique autour de l'agriculture et vous avez, vous, une agriculture puissante avec une vocation à développer une industrie agroalimentaire de grande qualité.

Voilà, Mesdames et Messieurs, ce que je voulais souligner. Prendre en compte la réalité du Maroc, encourager la présence française, montrer que nous devons évoluer dans nos comportements. Plus de PME, plus d'investissements marocains en France, plus de colocalisation, plus de partenariats pour aller chercher ensemble la croissance en Afrique, faire le pari des énergies renouvelables, du développement durable, de l'agroalimentaire et dernier message : former les jeunes.

C'est un devoir moral pour assurer aux générations suivantes une vie digne. C'est un devoir économique. Ce ne sera pas possible d'aller dans les nouvelles technologies sans avoir une jeunesse qualifiée et formée. C'est aussi un devoir commun parce que la langue nous réunit. Alors la France fera tous les efforts pour ouvrir ses établissements, pour accueillir des jeunes mais aussi pour les former ici au Maroc. Pour créer des coopérations entre universités, entre instituts technologiques, entre centres de formation professionnelle, dans tous les domaines. J'évoquais l'agriculture. Mais ce que je sais, c'est que si nous ne donnons pas espoir à la jeunesse qui souffre du chômage parce qu'elle est sous-qualifiée, mais qui souffre quelque fois du chômage même quand elle est qualifiée, alors nous prendrions un risque pour l'avenir de nos pays respectifs. Le message que j'adresse aux chefs d'entreprises et notamment aux chefs d'entreprises de France, c'est et ils le savent de faire aussi le choix d'investir ici au Maroc pour la formation. Et de faire que les jeunes Marocains, quand ils voient des entreprises françaises, les considèrent aussi comme des entreprises amies et presque marocaines.

Merci.